



PREFET DE LA MARNE

Direction départementale des territoires  
S.E.E.P.R.  
Cellule ICPE – Déchets - Énergie

-----  
CJ

Installations classées  
n° 2011 APC 65 IC

Arrêté préfectoral complémentaire  
Société FUJIFILM rue Roger Salengro à TINQUEUX

-----  
le Préfet  
de la région Champagne-Ardenne  
préfet du département de la Marne  
chevalier de la légion d'honneur,  
officier dans l'ordre national du mérite,

VU :

- le code de l'environnement, titre 1<sup>er</sup> du livre V, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le décret n° 95-183 du 21 novembre 1995 relatif à la déclaration du 16 décembre 1994 de la société Fujifilm concernant l'implantation par ses soins, 22 avenue Roger Salengro à Tinqeux, d'une installation de traitement et de développement de surfaces photosensibles à base argentique ;
- le dossier de cessation d'activités de l'établissement susvisé de juillet 2005 ;
- la circulaire du 8 février 2007 relative à la prévention de la pollution des sols pollués - Modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009.APC.176.IC du 29 décembre 2009, visant la surveillance des eaux de la nappe et la réalisation d'une interprétation de l'état des milieux ;
- le rapport du 28 juin 2010 relatif à l'interprétation de l'état des milieux de l'ancien site de production des laboratoires Fujifilm à Tinqeux ;
- le rapport du 13 janvier 2011 relatif à la surveillance des eaux souterraines du site FUJIFILM à Tinqeux – Campagne de Novembre 2010 ;
- le projet d'arrêté porté le 1er avril 2011 à la connaissance du demandeur ;
- l'avis favorable émis le 14 avril 2011 par le CODERST ;
- la lettre recommandée adressée à l'exploitant le 15 avril 2011 (accusé de réception le 18 avril 2011) pour lui notifier le projet d'arrêté de prescriptions spéciales et l'inviter à formuler des remarques éventuelles dans un délai de 15 jours ;
- l'absence de réponse du demandeur dans le délai de 15 jours qui est considérée comme un accord tacite.

**CONSIDERANT :**

- que les différentes investigations réalisées sur les eaux souterraines en dehors de l'ancien site FUJIFILM à Tiqueux révèlent la présence d'une pollution de la nappe par sulfates,
- que cette pollution porte atteinte à la qualité des eaux souterraines,
- qu'il est nécessaire d'apporter des informations complémentaires sur l'impact de la pollution constatée,
- que les investigations réalisées dans le sol de la parcelle voisine à l'ancien site FUJIFILM à Tiqueux révèlent la présence de soufre dans les eaux,
- que des mesures doivent être prises pour résorber ces pollutions,

**Sur proposition** de Monsieur le directeur départemental des territoires de la Mame

# ARRÊTE

## Article 1 :

La société FUJIFILM, dont le siège social est situé 16, Rue Etienne Jules Marey à BOIS D'ARCY, est tenue de procéder à ses frais, aux investigations et travaux prévus par le présent arrêté, pour son ancien site situé rue Roger Salengro à Tinquex.

Ces dispositions s'appliquent en complément de celles contenues dans l'arrêté préfectoral de suivi de la qualité des eaux de la nappe du 30 avril 2007.

## Article 2 : compléments à l'Interprétation de l'Etat des Milieux

Au regard du sens d'écoulement de la nappe, et après avoir caractérisé l'étendue de la pollution et les usages alentours constatés, l'exploitant présente les usages de la nappe en aval hydraulique de la zone de pollution. L'exploitant se positionne alors sur les risques liés à la pollution, en cohérence avec les usages identifiés.

Afin de justifier les objectifs de dépollution de la nappe, la société FUJIFILM définit des objectifs de qualité des eaux souterraines en considérant également l'impact des sulfates sur les structures béton.

## Article 3 : Dépollution

Des études technico-économiques sont réalisées pour le traitement de la pollution des sols et de la nappe constatées sur les parcelles voisines.

Des objectifs à atteindre sont définis au minimum pour les puits P1, P2, pour les sols et pour la fraction gazeuse des sols.

Un échéancier de dépollution, justifiant les délais envisagés, est proposé à l'inspection des installations classées. La dépollution est mise en œuvre après avis de l'inspection sur les éléments mentionnés ci-dessus.

## Article 4 : Information des propriétaires

L'exploitant informe les propriétaires des parcelles concernées par les travaux de dépollution et / ou susceptibles d'être impactés du fait des usages par cette pollution :

- des pollutions constatées et des éventuelles précautions à prendre,
- des travaux de dépollution à engager.

## Article 5 : Bilan de fin de dépollution

En fin de travaux, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport faisant état des mesures réellement mises en œuvre dans le cadre de la dépollution. Ce rapport fait notamment apparaître le volume réel des terres excavées et les conditions de leur traitement, accompagné des justificatifs associés.

Des analyses de sol sont réalisées en fin de travaux. Au besoin, une analyse des risques résiduels est réalisée sur la base des résultats obtenus.

## Article 6 - Surveillance

En cas d'impossibilité d'accéder à d'éventuels puits en aval immédiat de la source de pollution (jardins au Nord du site), l'exploitant plante un piézomètre permettant de réaliser des mesures représentatives de l'état de la nappe et de l'impact sur les usages identifiés. L'implantation de ce piézomètre est soumise à l'avis de l'inspection des installations classées.

Une mesure bisannuelle des concentrations en sulfates est réalisée dans les eaux de la nappe soit une en période de hautes eaux et une en période de basses eaux. Ces analyses sont maintenues pendant au moins quatre ans à compter de la première mesure.

Les résultats de ces analyses sont envoyés dès leur réception à l'inspection des installations classées.

### Article 7 - Délais de réalisation

Le complément à l'interprétation de l'état des milieux prévu à l'article 2 est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Les études technico-économiques prévues à l'article 3 sont transmises dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté. Les propriétaires sont informés, comme prévu à l'article 4, dans le même délai.

Le bilan de fin de travaux et l'analyse des risques résiduels sont transmis dans un délai de 4 mois après la fin des travaux de dépollution.

L'implantation d'un piézomètre et la réalisation des analyses, prévus à l'article 6, sont réalisés dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

### Article 8 : recours

En application de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un **délai de deux mois** à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un **délai d'un an** à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

### Article 9 : droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### Article 10 : notification et ampliation

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne-Ardenne, Monsieur le Directeur départemental des territoires et l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée pour information à messieurs le sous-préfet de l'arrondissement de Reims, le directeur de l'ARS de Champagne-Ardenne, le chef du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, le directeur départemental des services d'incendie et de secours ainsi qu'à monsieur le maire de Tinquex qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, à Monsieur le directeur de la société FUJIFILM - 78390 BOIS D'ARCY.

Monsieur le Maire de Tinquex procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois.

Châlons-en-Champagne, le **23 MAI 2011**

Pour le préfet,  
Le secrétaire général de la Préfecture



Alain CARTON